

Stairs, Denis, *The Diplomacy of Constraint : Canada, Korea and the United States*, University of Toronto Press, Toronto, 1974, xvi + 373 p.

Thomas Allen Levy

Volume 6, numéro 2, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700566ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700566ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Levy, T. A. (1975). Compte rendu de [Stairs, Denis, *The Diplomacy of Constraint : Canada, Korea and the United States*, University of Toronto Press, Toronto, 1974, xvi + 373 p.] *Études internationales*, 6(2), 289–291.
<https://doi.org/10.7202/700566ar>

libre à maintenir. D'autre part, s'interroger *ad infinitum* sur tel ou tel choix serait sûrement bien futile.

Le mérite réel de ce volume réside dans le fait qu'il peut servir de guide de départ pour des étudiants dont les connaissances sont limitées relativement à ces années d'histoire. Il conviendrait notamment à l'école secondaire et aux classes d'étudiants universitaires sous-gradués, mais n'apporterait que peu d'aide aux diplômés en histoire qui doivent préparer des dissertations ou des thèses dans les secteurs plus spécialisés de cette discipline.

L'éditeur Stacey et ses collègues méritent, cependant, notre considération pour ce choix et cette compilation de documents et de commentaires qui éclaireront davantage l'étudiant sur notre passé. Nous espérons qu'en retour plus de recherches universitaires se feront quant aux divers sujets traités dans ce volume.

Dr William L. MATSON

*Champlain Regional College,
Lennoxville*

STAIRS, Denis, *The Diplomacy of Constraint: Canada, Korea and the United States*, University of Toronto Press, Toronto, 1974, xvi + 373p.

Cet excellent livre de Denis Stairs est un succès à trois points de vue. C'est une brillante étude sur l'implication canadienne dans la guerre de Corée. Le livre soulève des questions qui concernent directement la politique étrangère canadienne. On peut donc le considérer comme un bon instrument d'enseignement. La publication de ce livre permettra de reconnaître le professeur Stairs comme un analyste de première classe en ce qui a trait à la politique étrangère canadienne, et comme quelqu'un dont l'in-

fluence sur l'étude de la politique extérieure du Canada se fera sentir.

Ce livre bien écrit et soigneusement documenté décrit l'implication du Canada dans le conflit coréen, de ses origines à son dénouement, lors de la deuxième conférence de Genève en 1954. Le premier chapitre explique le désaccord États-Unis-Union soviétique concernant l'avenir de la Corée après la Deuxième Guerre et l'appui que le gouvernement canadien a donné aux Américains dans leur tentative d'utiliser l'ONU afin d'arriver à une solution favorable à leurs intérêts en Corée du Sud. À partir de cette relation d'avant-guerre appuyant la politique américaine, le Canada s'est engagé jusqu'à envoyer des troupes pour lutter aux côtés des Américains dans cette guerre inévitable.

Il faut souligner que le premier ministre MacKenzie King avait prévu les dangers de cette implication canadienne au service des intérêts américains. Cependant ses efforts pour restreindre le ministère des Affaires extérieures ont avorté quand les ministres St-Laurent et Ilsley l'ont menacé de leur démission. À partir de ce moment, King a perdu le contrôle de son cabinet et la controverse sur la question coréenne a précipité sa démission comme chef du gouvernement et son remplacement par St-Laurent. Ce dernier désigna Lester Pearson comme ministre des Affaires extérieures et lui donna carte blanche en ce qui concernait la politique canadienne vis-à-vis de la Corée. Il est à noter que Stairs ne fait qu'une mention négligeable de St-Laurent dans son livre.

Alors que Pearson était en charge de la diplomatie canadienne, le Canada a acquiescé à toutes les actions américaines qui eurent pour effet de provoquer et de prolonger la guerre: l'élection arrangée tenue en Corée du Sud en 1948, son échec à faire admettre cet État à l'ONU, la première résolution de l'ONU invitant ses

membres à donner leur assistance pour repousser l'invasion nord-coréenne, le débarquement à Inchon (modèle sur celui de Wolfe à l'Anse-au-Foulon), la traversée du 38^e parallèle en Corée du Nord et la stigmatisation de la Chine comme « agresseur ». Dans la plupart de ces cas, les autorités canadiennes ont acquiescé en dépit de leur meilleur jugement. Ces étapes se suivirent progressivement jusqu'à l'envoi des troupes canadiennes.

Toutefois, selon le professeur Stairs, le désir du Canada d'obtenir l'approbation des activités américaines par l'ONU était motivé par l'idée que ce forum multilatéral restreindrait les activités américaines. Afin d'en arriver là, les Canadiens ont tenté de faire limiter l'armée « mondiale » aux opérations coréennes, de faire séparer le commandement américain de la Corée de celui de la Chine, d'empêcher MacArthur de bombarder les ponts sur le fleuve Yalu et de prévenir le *hot pursuit* de l'autre côté des frontières chinoises, de demander un cessez-le-feu au 38^e parallèle et d'obtenir l'élimination des obstacles au cessez-le-feu. Le professeur Stairs considère ces activités comme « diplomatie de contrainte ». On peut toutefois se demander si les Américains ont limité la guerre à cause des pressions canadiennes (et autres) ou à cause de leur prudence devant une situation militaire incertaine.

D'autres aspects de la chronique de Stairs méritent d'être pris en considération. Au Canada anglais l'opinion publique était favorable à la participation canadienne à la guerre. Par contre, au Canada français, *Le Devoir* et un seul député libéral québécois s'opposèrent avec fermeté à l'implication canadienne.

À part St-Laurent qui joua un rôle négligeable dans cette affaire, le livre ne mentionne aucun diplomate francophone impliqué dans la question coréenne. Le contingent spécial de l'armée canadienne a

recruté un pourcentage plus élevé au Québec que dans les provinces de l'Ouest. Toutefois, le Québec vint en tête quant au nombre de candidats refusés. Quatre cent cinq Canadiens furent tués, douze mille deux blessés et les coûts directs et indirects de la guerre se sont élevés à environ un milliard de dollars pour le Canada.

La Diplomacy of Constraint soulève des questions fondamentales à propos de la politique étrangère canadienne, en particulier sur la vraie nature des doctrines de la *quiet diplomacy*, *middle-powermanship* et *peacekeeping*. L'essence de la *quiet diplomacy* est qu'on ne diffère pas publiquement d'opinion avec les États-Unis sur les questions à controverse de la politique mondiale : par contre, on tente « derrière le rideau » de convaincre les Américains de leurs erreurs et de leur indiquer une autre alternative. Le livre de Stairs indique clairement que les hauts échelons de la diplomatie canadienne ont tenté plusieurs fois de modifier la politique américaine lors du conflit coréen. Mais les pressions canadiennes ont apporté peu de changements – un maigre dossier si l'on considère que le Canada a été entraîné dans la cause américaine. Les dirigeants américains comme Dean Acheson ont souvent considéré les Canadiens avec un peu de mépris.

La notion du Canada comme « puissance intermédiaire » vient du fait qu'après la Deuxième Guerre le Canada se trouvait dans une situation favorable pour agir sur la scène mondiale. En pratique, le Canada pouvait aider à régler les conflits entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Qui était mieux qualifié pour ce rôle que Lester Pearson dont l'apprentissage fut fait à la fois à Londres et à Washington ? En amplifiant leur prestige vis-à-vis de ces deux pays, les Canadiens ont demandé l'appui du nouveau Commonwealth – de l'Inde en particulier. Toutefois, son rôle de « puissance intermédiaire » n'était pas sans contradictions et se résumait souvent à servir les intérêts des États-Unis.

La notion de *peacekeeping* a souvent été synonyme de la politique étrangère canadienne, en général, et a été associée à Lester Pearson, en particulier. Le professeur Stairs suggère que l'expérience canadienne en Corée est à l'origine de cette notion. Dans cette perspective, on pourrait voir les décisions canadiennes d'envoyer des forces au Moyen-Orient (1956 et 1973), au Congo (1961), à Chypre (1964 et 1974) comme étant le résultat d'une influence américaine.

Le livre du professeur Stairs est excellent comme instrument pédagogique parce que le dernier chapitre démontre comment on peut considérer l'expérience du Canada en Corée à la lumière de cinq perspectives analytiques : *rational choice*, *operational code* (toutes deux concernant les *decision-makers* mêmes), *rôle analysis* (semblable au *bureaucratic politics* de Graham Allison), *systems analysis* et *domestic constraints*. Dans chaque cas, il a défini le concept, l'a appliqué aux phénomènes canadiens et en a tiré les implications politiques.

Stairs aurait aussi pu considérer une sixième perspective : celle du *transnational and transgovernmental relations* (Nye et Keohane). Par exemple, on peut citer le général Foulkes, chef du Commandement canadien, qui justifiait souvent les actions de MacArthur.

Mes critiques de ce volume sont peu nombreuses et peu importantes. À mon avis, il y a beaucoup trop de détails en ce qui a trait à la préparation du corps spécial de l'Armée canadienne. Les événements dans lesquels le Canada n'a pas été impliqué directement, comme par exemple les négociations pour un cessez-le-feu, auraient pu être traités de façon plus sommaire. Dans le dernier chapitre, les *systemic factors* n'ont pas reçu le traitement qu'ils méritaient. Je n'ai trouvé qu'une erreur dactylographique (p. 145). À la page 249, on trouve Farnsworth et Farnborough dans le même paragraphe. Un glossaire des abréviations aurait aussi été utile.

Malgré son parti-pris, Stairs a réussi à décrire l'implication du Canada dans l'affaire coréenne de façon soigneusement objective et son livre mérite qu'on le lise et qu'on s'y arrête.

Thomas Allen LEVY

*Département de science politique,
Université du Nouveau-Brunswick*

STAVENHAGEN, Rodolfo, *Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou comment décoloniser les sciences humaines*, Éditions Anthropos, Paris, 1973, 205p.

Voici rassemblées sous le titre de *Sept thèses erronées sur l'Amérique latine...*, cinq études critiques que l'auteur a publiées ailleurs, entre 1966 et 1971, sur les conceptions courantes du processus de sous-développement en Amérique latine, que la science sociale dite « bourgeoise » a accréditées ou légitimées. Il s'agit de « Sept thèses erronées sur l'Amérique latine » (1966) ; « L'Amérique latine demain : entre le sous-développement et la révolution » (1970) ; « Marginalité, participation et structure agraire en Amérique latine », et « Comment décoloniser les sciences sociales appliquées » (1971).

La première étude : « Sept thèses erronées... » (pp. 10-30), présente en raccourci les différentes observations se rapportant aux caractéristiques et au dynamisme du sous-développement en Amérique latine, et que l'auteur tente d'approfondir dans des recherches subséquentes. À la première thèse - celle qui affirme l'existence de deux sociétés indépendantes dans les pays d'Amérique latine - à savoir, l'une « archaïque », l'autre « moderne », Stavenhagen oppose celle d'« une seule société globale dont ces deux pôles font partie intégrante », lesquels « résultent d'un processus historique unique ». La deuxième thèse, - celle qui postule la